

ALENA : Perte d'emplois dans le secteur manufacturier au Canada *

Qu'est-ce qui se passe?

Après les 15 années d'existence de l'ALENA, le Canada est une société beaucoup plus inégalitaire qu'elle ne l'était auparavant. Les enthousiastes du libre-échange attribuent encore à l'accord la hausse des emplois et de la prospérité. Bien que la rémunération de quelques PDG ait monté en flèche, l'ALENA a en fait contribué à la perte d'emplois dans le secteur manufacturier et a exercé une pression à la baisse sur les salaires. Voici le lien réel entre les emplois et l'ALENA :



- Au cours des six dernières années, nous avons perdu 350 000 emplois dans le secteur manufacturier. Environ 150 bons emplois disparaissent tous les jours. Et la situation empire.
- La perte d'emplois frappe diverses industries au pays : les industries de l'automobile, de la transformation des aliments, des produits forestiers, des produits du textile, de la métallurgie, du meuble, etc. Les détails diffèrent, mais l'histoire est la même : baisse des commandes en raison d'importations moins coûteuses, sabotage d'investissements, élimination de postes et fermeture d'usines.
- Un trop grand nombre des nouveaux emplois qui sont créés aujourd'hui sont mal rémunérés, précaires et comportent de moins en moins d'avantages sociaux, en particulier pour les femmes.
- De plus en plus, le Canada devient une société de nantis et de démunis où l'écart entre les riches et les pauvres augmente chaque année.

Un nouveau gouvernement doit agir avec fermeté pour « confectionner » de bons emplois

Le 14 février 2008, le général Gene Renuart, de la force aérienne américaine, chef du Northcom et du NORAD (Commandement de la défense aérospatiale de l'Amérique du Nord) et le lieutenant-général Marc Dumais de l'Aviation canadienne, commandant du COM Canada, ont signé le « Plan d'assistance civile » canado-américain au quartier général du nord de l'Armée américaine à Fort Sam à Houston, au Texas. Cette entente ouvre la voie aux militaires des deux nations pour envoyer des troupes de l'autre côté de la frontière lors d'urgences. Le gouvernement Harper est resté silencieux à cet effet, malgré les conséquences énormes qu'il comporte quant à la survie de notre souveraineté.

La militarisation des Amériques : quel sera le rôle du Canada?

L'ALENA, les réductions massives de l'impôt des sociétés et les politiques industrielles attentistes encouragées par Ottawa détruisent le secteur manufacturier canadien, et ce, à un moment où les profits des entreprises sont à leur plus haut niveau. Les politiques de libre-échange ont nui aux travailleuses et aux travailleurs canadiens, ainsi qu'à ceux de pays plus pauvres. On avait promis aux travailleuses et travailleurs mexicains que l'ALENA ferait de leurs salaires des salaires de « premier monde » dans l'espace d'une seule génération, mais cela ne s'est pas produit. Cette année, des centaines de milliers de pauvres travailleurs et agriculteurs sans terre sont descendus à plusieurs reprises dans les rues en demandant que le Mexique renégocie l'ALENA ou se retire. Au Canada, des sondages d'opinion faits récemment révèlent que la majorité des gens ici aussi

veulent rouvrir les négociations et obtenir un meilleur accord. Un nouveau gouvernement canadien devrait faire ce qui suit :

- Renégocier l'ALENA pour créer des emplois meilleurs et plus nombreux, assurer le développement économique et la justice sociale – ou simplement se retirer de l'accord;
- Réglementer les investissements étrangers, faire en sorte que les nouveaux investissements soient dirigés vers les secteurs stratégiques et cibler la création d'une nouvelle génération d'emplois verts;
- Réinvestir dans les programmes sociaux du Canada qui se sont effacés depuis les quinze années de l'existence de l'ALENA et faire en sorte que les fonds de retraite des travailleuses et travailleurs ne disparaissent pas en raison des actions de compagnies malhonnêtes;
- Assurer un salaire équitable aux sans-emploi;
- Refuser tout autre accord de « libre-échange » qui se trame, en particulier avec la Colombie où les syndicalistes sont visés par une campagne d'annihilation parrainée par l'État.

Que pouvez-vous faire?

- Demandez aux candidates et aux candidats ce qu'ils feront pour mettre en place des emplois meilleurs et plus nombreux;
- Envoyez un article d'opinion aux médias ou rédigez une lettre à l'intention de votre journal local;
- Passez le mot au syndicat, dans la communauté ou à vos rencontres à l'église.

**Il s'agit de l'une des fiches de renseignements d'une page chacune préparées par Common Frontiers. Lisez-les toutes à www.commonfrontiers.ca.*